



ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2026

ILS SABOTENT LES MOBILISATIONS, RECYCLENT LES RENDICATIONS ET VENDENT AUX PERSONNELS UNE VICTOIRE IMAGINAIRE

Quand certains découvrent aujourd'hui ce que nous dénonçons depuis des années cela devient plus qu'ironique.

Ceux qui, hier encore, expliquaient qu'il ne fallait surtout pas se rassembler lundi.
Ceux qui dénonçaient les mobilisations collectives.
Ceux qui caricaturaient toute ligne revendicative offensive.

Les voilà aujourd'hui reçus avant tout le monde par le ministre pour venir lui expliquer... exactement ce que **La CGT Pénitentiaire** porte depuis longtemps. (Surpopulation carcérale ; sous-effectifs structurels ; paiement des heures supplémentaires ; épuisement des personnels ; crise systémique de l'administration pénitentiaire).

Non mais sérieusement ?

Après avoir combattu la mobilisation, certains voudraient désormais récupérer politiquement leurs effets. Et le ministère organise sa communication avec un scénario désormais bien rodé :

Le ministère reçoit d'abord les interlocuteurs les plus dociles.
Puis laisse fuiter quelques annonces ou promesses floues.
Puis chacun repart en expliquant : nous avons été entendus, nous faisons avancer les choses, nous obtenons des engagements. Ce n'est pas avec ces comportements collaborants que naîtra une unité intersyndicale.

Alors que rien n'est réglé

- ★ Aucun plan massif de recrutement ;
- ★ Aucune régulation carcérale immédiate ;
- ★ Aucun engagement budgétaire ferme sur les heures supplémentaires ;
- ★ Aucune remise en cause sérieuse de la fuite en avant carcérale.

Seulement de la communication politique

La vérité : ils surfent sur la crise que l'administration ne peut plus cacher alors que la réalité est beaucoup plus brutale : l'administration pénitentiaire arrive à saturation avec des prisons pleines, 7 500 matelas au sol, plus de 31 000 agents épuisés, 5 000 postes vacants, beaucoup trop d'heures accumulées et des ouvertures d'établissements sans personnels suffisants.

Aujourd'hui, même le ministère est contraint d'ouvrir des discussions parce que le système craque de partout. Et certains voudraient faire croire qu'ils sont à l'origine de cette prise de conscience ? Non. Cette situation est le résultat :

- ★ des alertes des personnels ;
- ★ des mobilisations ;
- ★ des interventions répétées des organisations qui n'ont jamais baissé la tête ;
- ★ de ceux qui ont dit la vérité quand d'autres accompagnaient.

Puisqu'ils reconnaissent enfin nos constats : allons plus loin. Si le ministère admet enfin la crise RH, la surpopulation ainsi que la dette sur les heures alors il doit maintenant passer aux actes avec :

- ★ Régulation carcérale immédiate ;
- ★ Utilisation rapide des outils permettant de réduire immédiatement la surpopulation ;
- ★ Plan quadriennal de recrutement ;
- ★ Résorption des vacances de postes établissement par établissement ;
- ★ Paiement immédiat des stocks d'heures ;
- ★ Arrêt de l'ouverture inconsidérée d'établissements.

Les agents n'ont pas vocation à financer l'État sur leur santé et on ne peut pas continuer à vider un établissement pour en remplir un autre.

La CGT Pénitentiaire ne court pas derrière les photos.

D'autres courent après les audiences ministérielles.

D'autres courent après les communiqués victorieux.

D'autres courent après les selfies institutionnels.

Nous, nous courons après des résultats concrets pour les personnels.

Et si le ministère reconnaît enfin ce que nous dénonçons depuis des années, alors nous devons obtenir beaucoup plus que des opérations de communication. Parce que pendant que certains posent pour les photos, les personnels, eux, continuent de payer l'addition.

Et puisqu'ils semblent enfin découvrir ce que nous dénonçons depuis des années, qu'ils regardent aussi ce qu'ils refusent encore d'entendre. Le constat d'aujourd'hui porte sur la surpopulation, les vacances de postes et les heures supplémentaires. Très bien. Mais reconnaître la pénibilité réelle de nos métiers sans parler rémunération serait une nouvelle hypocrisie.

Le dégel du point d'indice, la revalorisation du travail de nuit, des dimanches et jours fériés, ainsi que le déplaçonnement et décroçonnement du 1/5eme toujours laissés en attente depuis le protocole Incarville, restent des sujets entiers.

Faudra-t-il, une nouvelle fois, attendre l'explosion du système pour agir ? Ou le ministère finira-t-il, pour une fois, par anticiper ce que les personnels méritent largement ?

À Montreuil,
Le 28 Avril 2026.



DU 03 AU 10 DÉCEMBRE 2026 FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX !

CHOISISSEZ LE CHANGEMENT :

VOTEZ

la
cgt Pénitentiaire